MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE SINGAPOUR

N° 28 (2023)

Faits saillants

- Région : AMRO révise à la baisse la prévision de croissance de l'ASEAN en 2023 à +4,5%
- Singapour : +0,7% de croissance au T2-23 en g.a.
- Indonésie : retour parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure

LE CHIFFRE À RETENIR

-16 Md$

Perte de valeur du portefeuille net du fonds Temasek sur l'année fiscale 2022-2023, pour une valorisation totale de 287 Mds USD à fin mars 2023.

Région

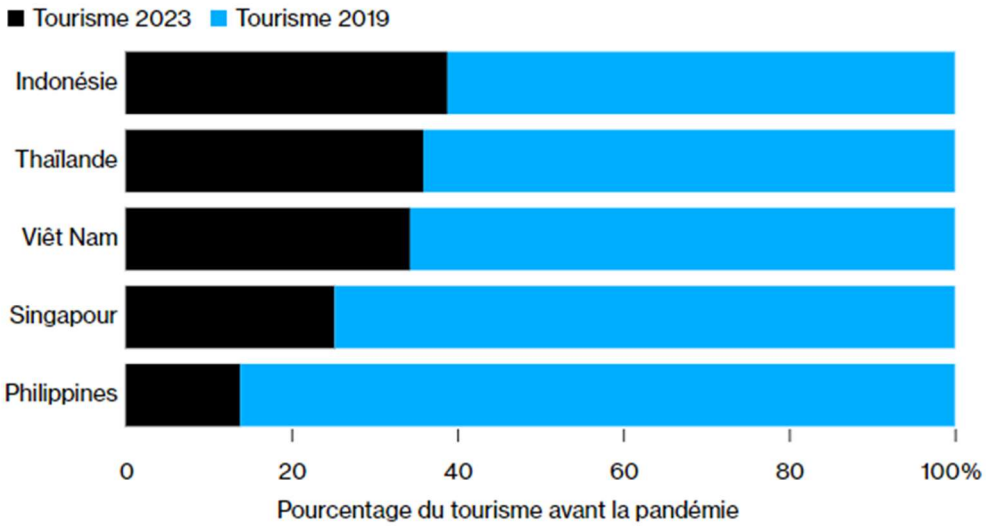
Révision à la baisse des prévisions de croissance de l'AMRO pour l'ASEAN

Dans sa mise à jour de juillet, le Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3 (AMRO) revoit légèrement à la baisse ses prévisions de croissance de l'année pour la région de l'ASEAN, en raison du ralentissement du commerce mondial et du contexte géopolitique et financier instable. L'AMRO anticipe une croissance du PIB de l'ASEAN de 4,5% en 2023 (contre 4,9% dans ses prévisions d'avril). Le Vietnam affiche la baisse la plus significative, à 4,4% contre 6,8% anticipé en avril, en lien avec la faiblesse de la demande extérieure qui a également affecté l'économie singapourienne (1,3%, -0,7 pp par rapport à avril). Parmi les pays de la zone, seul le Laos voit ses perspectives progresser (4,8%, +4,1 pp). En revanche, les prévisions de la croissance de l'ASEAN s'améliorent pour 2024 à 5,3% (+0,1 pp). Par ailleurs, l'AMRO relève ses prévisions d'inflation pour la région à 7,8% cette année (+2,1 pp par rapport à avril) ainsi qu'à 4,0% l'an prochain (+0,1 pp). Dans la région, l'inflation dépasserait 25% au Laos et en Birmanie cette année, et devrait se maintenir au dessus des 5% pour Singapour et les Philippines en 2023.

Economy	Gross Domestic Product (Percent year-on-year)					Consumer Price Index (Percent year-on-year)				
	2022 (Actual)	AREO 2023 (April 2023)		AREO 2023 Quarterly Update (July 2023)		2022 (Actual)	AREO 2023 (April 2023)		AREO 2023 Quarterly Update (July 2023)	
		2023p	2024f	2023p	2024f		2023p	2024f	2023p	2024f
ASEAN	**5.6**	**4.9**	**5.2**	**4.5**	**5.3**	**7.9**	**5.7**	**3.4**	**7.8**	**4.0**
Brunei Darussalam	-1.6	2.8	2.6	1.0	2.2	3.7	2.5	1.7	0.9	0.7
Cambodia	5.2	5.9	6.7	5.7	6.2	5.4	3.3	3.1	2.8	3.0
Indonesia	5.3	5.0	5.3	5.0	5.3	4.2	4.6	3.0	3.9	2.8
Lao PDR	4.4	4.1	5.0	4.8	5.0	23.0	11.4	4.2	25.7	8.0
Malaysia	8.7	4.2	5.2	4.2	5.2	3.3	3.2	1.9	3.1	2.6
Myanmar	1.2	2.2	2.8	2.2	2.8	18.2	14.0	8.0	26.0	11.0
The Philippines	7.6	6.2	6.5	6.2	6.5	5.8	5.9	3.8	5.9	3.8
Singapore	3.6	2.0	2.6	1.3	2.9	6.1	5.8	3.7	5.4	3.6
Thailand	2.6	4.1	4.3	3.9	4.0	6.1	2.8	2.1	1.9	1.8
Vietnam	8.0	6.8	7.1	4.4	7.6	3.2	3.0	2.5	2.9	2.7

Source : AMRO

La reprise économique régionale affectée par le manque de touristes chinois



Les économies des pays d'Asie du Sud-Est, qui dépendent en partie du tourisme en provenance de Chine, ont été affectées par le redémarrage plus lent que prévu de l'économie chinoise. Les données officielles compilées par Bloomberg révèlent que les arrivées de touristes chinois dans cinq pays d'Asie du Sud-Est en mai ont varié de 14% à 39% des niveaux enregistrés en 2019. Pour certains pays de la région tels que la Thaïlande, l'Indonésie (en particulier l'île de Bali) et Singapour, cette situation s'est traduite par des recettes touristiques inférieures aux prévisions, ce qui a pesé négativement sur la croissance.

La Russie appelle à échanger davantage en devises locales avec les pays membres de l'ASEAN

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a appelé, ce jeudi 13 juillet à Jakarta (à l'occasion du Forum régional de l'ASEAN), les pays d'Asie du Sud-Est, à mutualiser leurs efforts pour relancer les échanges commerciaux avec la Russie, en recourant notamment aux monnaies nationales aux dépens du dollar américain. Cette demande intervient alors que les échanges commerciaux entre la Russie et les pays de l'ASEAN auraient chuté de 4,4%, d'après le ministre russe, en raison des sanctions occidentales liées au conflit russo-ukrainien. Malgré cette baisse générale, le commerce bilatéral entre la Russie et l'Indonésie a connu une augmentation significative de 45% en 2022. L'énergie et la sécurité alimentaire ont fait partie des sujets prioritaires abordés lors de cette réunion, la Russie proposant son soutien aux projets de l'ASEAN en matière de sécurité alimentaire. Le ministre russe a également fait part de ses préoccupations concernant le projet de l'OTAN d'ouvrir un bureau de liaison à Tokyo et a insisté sur l'importance du dialogue Russie-ASEAN pour la stabilité régionale.

Accélération du développement des réseaux de métro dans la région

Selon une analyse de Nikkei Asia, les réseaux ferroviaires métropolitains en Asie du Sud-Est devraient s'étendre de 20% d'ici à la fin de 2024 dans le but d'atténuer la saturation du réseau routier et de réduire les émissions automobiles dans des pays tels que la Thaïlande, le Vietnam, les Philippines, la Malaisie et l'Indonésie. En juillet, la Thaïlande a inauguré la ligne jaune, reliant Bangkok à la province de Samut Prakan, et a attiré environ 680 000 passagers en un peu plus de deux semaines. Dans la région, le Vietnam aura bientôt sa première ligne de métro à Ho Chi Minh Ville, tandis que les Philippines étendent leur réseau *Metro Rail Transit* avec la ligne 7. Plusieurs entreprises d'infrastructure ferroviaire du Japon, d'Europe et de Chine participent activement à l'obtention de contrats sur ce marché en pleine croissance. L'expansion des réseaux de métro en Asie du Sud-Est devrait permettre de i) répondre à l'augmentation de la population urbaine de la région, ii) raccourcir les temps de trajet et iii) réduire les coûts environnementaux.

Indonésie

Un premier semestre avec de bons résultats budgétaires

Au cours du S1 2023, l'Indonésie a enregistré un excédent budgétaire d'environ 10 Mds USD, selon le président de la Commission du budget de la Chambre des représentants. Ce montant (environ 0,8% du PIB annuel) ne peut être extrapolé car des dépenses importantes ont lieu au second semestre. Le gouvernement a dépensé 82,6 Mds USD mais ses recettes ont été plus importantes que prévues, atteignant 92,6 Mds USD. Les autorités prévoient que les recettes annuelles atteindront 175,6 Mds USD, soit une progression de 7,1% par rapport à 2022. Ainsi, la ministre des Finances a abaissé ses prévisions concernant le déficit budgétaire 2023 à 2,3% du PIB, contre une projection initiale de 2,8%. En raison de cette bonne performance budgétaire, l'Indonésie peut réduire ses emprunts sur le marché et également moins faire appel aux bailleurs internationaux.

L'Indonésie retrouve son statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure

La Banque mondiale, se fondant sur les données de l'année 2022, a reclassé l'Indonésie dans la catégorie PRITS (pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure), qui regroupe les pays au revenu national brut par habitant compris entre 4 560 USD et 13 845 USD. En effet, le revenu national brut par habitant a progressé, en USD, de 9,8% par rapport à l'année précédente, dépassant le chiffre seuil de 4 466 USD (4 560 USD). En 2020, l'Indonésie avait déjà été classée (données de 2019) en PRITS, mais la récession due au Covid l'avait replacée dès 2021 dans la tranche inférieure des PRI, où elle était depuis 2003.

Malaisie

Accord de restructuration des dettes de FELDA, 1er producteur d'huile de palme

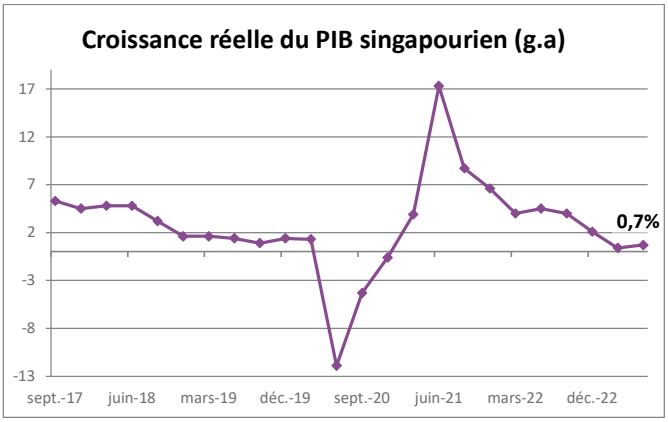
Le ministère des Finances a signé le 28 juin avec FELDA, agence publique de développement agricole malaisienne, un accord de restructuration de dettes. L'Etat apportera sa garantie à hauteur de 2,1 Mds USD à l'émission d'obligations islamiques (Sukuk) par l'agence. Le plan doit permettre de réduire la dette financière de FELDA (1,7 Mds USD) et d'effacer 80% de celles dues à l'agence par les agriculteurs exploitant ses terrains (1,8 Md USD). Il est également prévu une allocation annuelle de 214 M USD sur 10 ans, dont la première tranche est déjà inscrite au budget 2023. FELDA réalise 15,7% de la production nationale d'huile de palme, avec une surface cultivée de 335 404 hectares. Sa filiale financière FGV Holdings (81,11% du capital) détient aussi des actifs en Indonésie et contribue pour 4% à la production d'huile de palme mondiale.

Nouvelle tentative de relance du projet de LGV Kuala Lumpur-Singapour

La société publique MyHSR Corporation a lancé le 12 juillet une procédure d'appel à manifestation d'intérêt (RFI) sur le projet de LGV Kuala Lumpur-Singapour. Une séance d'information est prévue le 27 juillet pour les entreprises ayant au préalable effectué la demande du dossier. Une première réunion avait été organisée en mars 2023 pour évaluer l'intérêt de cinq entreprises malaisiennes : Berjaya Group, YTL Corporation, MMC Corporation, WCT Holdings et MRCB.

Singapour

Légère progression de la croissance au T2 2023

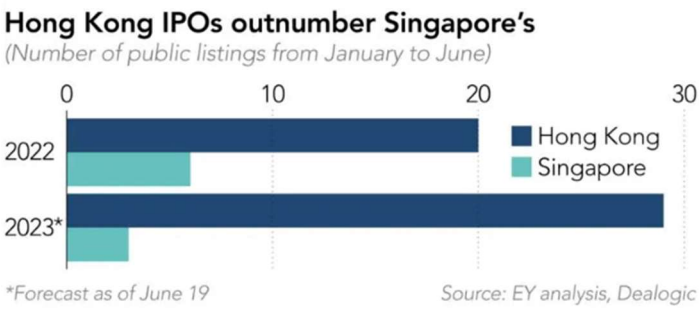


Selon les estimations préliminaires publiées par le ministère du Commerce et de l'Industrie, l'économie de Singapour a crû de 0,7% en glissement annuel au deuxième trimestre 2023, après +0,4% enregistrée au trimestre précédent. En variation trimestrielle et en données corrigées des variations saisonnières, l'économie a progressé de 0,3%, inversant la tendance baissière du T1-23 (-0,4%). La contraction du secteur manufacturier, de près de 7,5% en g.a. (après -5,3% au T1), s'explique par le déclin de la production industrielle, et s'est vue compensée par les bonnes performances du secteur de la construction, qui progresse de 6,6% en g.a. au deuxième trimestre. Les secteurs des services, en particulier le commerce de gros et de détail et le transport (avec une croissance de +2,6% collectivement en g.a.) ont également soutenu la progression globale.

Performance la plus faible enregistrée en 7 ans par le fonds Temasek

Le fonds singapourien Temasek a réalisé sa plus mauvaise performance annuelle depuis sept ans, avec un rendement total pour les actionnaires de -5,07% pour l'année fiscale qui s'est achevée le 31 mars 2023. La société a attribué cette baisse à l'effondrement des valorisations des actions, en particulier dans les secteurs des sciences de la vie, de la technologie et des paiements. Le fonds a également subi une perte nette exceptionnelle, la valeur nette de son portefeuille étant passée de 303 Mds USD (soit 403 Mds SGD) à 287 Mds USD (382 Mds SGD).

La bourse de Singapour distancée par Hong Kong dans la course aux IPO



Singapore Exchange (SGX), la bourse de Singapour, a du mal à attirer et à retenir les sociétés cotées, tandis que sa rivale hongkongaise continue d'enregistrer des progrès dans ce domaine. Au cours du premier semestre de cette année, Singapour n'a connu que trois introductions en bourse, générant moins de 100 M USD de recettes, contre 29 introductions à Hong Kong, qui ont permis de lever 2,3 Mds USD. Par ailleurs, dix sociétés ont été radiées de la cote à Singapour au cours de la même période. Pour autant, Singapour est de plus en plus attractive pour les family offices – 1 100 single-family offices enregistrées fin 2022 contre 400 fin 2020, d'après l'Autorité monétaire de Singapour (MAS). Dans un rapport publié le mois dernier, les cabinets de conseil KPMG et Agreus ont estimé que 59% des family offices d'Asie se trouvaient actuellement à Singapour, contre seulement 14% à Hong Kong.

Vietnam

Baisse de l'indice de confiance des entreprises européennes présentes au Vietnam

En baisse depuis le T2 2022, l'indice perd à nouveau 4,5 points par rapport au trimestre précèdent pour atteindre 43,5 points. Depuis sa création en 2011, c'est la 3e fois que l'indice se trouve sous la barre des 40 points, après l'éclatement de la pandémie de Covid, début 2020, et lors du premier confinement dans le pays, au deuxième semestre 2021. Selon le rapport, 37% des entreprises interrogées s'attendent à ce que l'économie se détériore au prochain trimestre tandis que la proportion d'entreprises anticipant une baisse des revenus et des investissements augmente de respectivement 4% et 7%. Les prévisions d'embauche restent, en revanche, stables. Afin de relancer la croissance, la simplification des réglementations et des procédures administratives, ainsi qu'une disponibilité accrue de main d'œuvre qualifiée, sont attendues. Plusieurs éléments pourraient toutefois affaiblir la confiance des entreprises à l'avenir : les pénuries d'électricité, qui ont eu un impact sur l'activité commerciale de 60% des entreprises interrogées, le développement inadéquat des infrastructures, pour lequel le niveau est « insuffisant » ou « à la traîne » pour la moitié des répondants, ainsi que l'instauration de l'impôt minimum global et du décret sur la protection des données personnelles, pour lesquels les effets économiques sont encore incertains.

Accord entre l'AFD et le ministère des Finances pour le verdissement des politiques budgétaires et fiscales

Le projet de budgétisation verte, signé le 10 juillet à Paris et mis en place par Expertise France, va se concentrer sur trois composantes : i) la politique fiscale verte, ii) l'émission sur les marchés financiers d'obligations souveraines vertes, et iii) la gestion et l'usage des recettes issues des marchés carbones. Afin d'aligner ses politiques fiscales et budgétaires sur l'objectif zéro carbone d'ici 2050, le ministère des Finances dispose, par ailleurs, des partenariats avec l'UNDP, la Banque mondiale et l'agence de coopération allemande pour le développement (GIZ). Dans sa tournée européenne, le ministre des Finances a également sollicité l'appui de la Belgique et a annoncé la signature d'un accord de coopération avec le Luxembourg en matière de finance verte.

Le ministère de l'Industrie et du Commerce propose un nouveau cadre tarifaire pour l'électricité

Le MoIT a publié en début de semaine un projet de décision du Premier ministre sur le cadre tarifaire de la vente d'électricité, afin de recueillir les commentaires du public. Ce projet propose un système de tarification reposant sur la consommation et la nature de l'utilisateur : secteur de la production, secteur commercial, administration, secteur non commercial, utilisations quotidiennes, hébergement touristique et, pour la première fois, stations de recharge de véhicules électriques. Les prix augmenteraient en fonction des niveaux de tension et de la période de consommation (heures creuses, normales et de pointe). Pour les industries manufacturières, les prix seraient fixés entre 52% et 167% du prix de détail moyen de l'électricité fixé en mai 2023 à 1 920,37 VND par kWh. Pour les entreprises, la fourchette serait comprise entre 54% à 167% du prix de mai. En ce qui concerne les tarifs de l'électricité pour les utilisations quotidiennes, une nouvelle option à cinq niveaux est proposée (comprise entre 0,07 EUR et 0,13 EUR/kWh), qui entrainerait une réduction des factures d'électricité principalement pour les ménages consommant 100 kWh ou moins chaque mois ; l'augmentation maximum concernerait les ménages consommant chaque mois plus de 701 kWh. Alors que les prix avaient augmenté de 3% en mai, les consommateurs disposant de faibles revenus pourraient également bénéficier de subventions.

Construction d'une ligne de 500 kV pour fournir davantage d'électricité au nord du Vietnam

Afin de répondre aux besoins d'électricité dans le nord, le ministre de l'Industrie et du Commerce (MoIT) a indiqué avoir demandé à l'entreprise d'Etat EVN de s'assurer que les projets de construction de la 3ème ligne de 500 kV (514km, Quang Binh – Hung Yen) soient approuvés en septembre 2023, et achevés en juin 2024. Selon des experts, ce délai est peu réaliste ; le directeur général d'EVN reconnait lui-même qu'il s'agit d'un important défi. EVN et sa filiale, la société nationale de transport d'électricité (EVNNPT), se sont toutefois engagées à mobiliser un maximum de ressources pour mener à bien le projet. Le déficit d'électricité dans le nord est estimé à environ 5 000 MW.

Thaïlande

Echec de la nomination du chef du MFP au poste de Premier ministre lors d'un premier vote parlementaire

La candidature au poste de Premier ministre de Pita Limjaroenat, le chef du parti victorieux aux dernières élections générales (« Move Forward Party »), n'a pas été soutenue par un premier vote des deux chambres (Chambre des représentants et Sénat) réunies le jeudi 13 juillet. Pita a réussi à remporter 324 voix (députés du MFP et partis alliés, plus 13 sénateurs), soit un nombre insuffisant pour obtenir la majorité absolue (375 voix), tandis que 182 voix ont voté contre sa nomination et 199 se sont abstenues. Un second tour aura néanmoins lieu le 19 juillet. Pour l'heure, la plupart des observateurs économiques s'inquiètent des délais accumulés et à venir dans la nomination du Premier ministre et la formation d'un nouveau gouvernement. Ainsi, l'Université de la Chambre de commerce thaïlandaise (UTCC) souligne qu'en cas de contestations populaires massives, l'activité touristique serait significativement touchée, générant une perte économique potentielle de 500 Mds THB (14,5 Mds USD) , soit l'équivalent d'1 point de PIB. En outre, la situation actuelle entrave la mise en œuvre des réformes économiques et pourrait retarder l'adoption du prochain budget si aucun gouvernement n'est formé d'ici octobre prochain.

Hausse des demandes d'investissements au premier semestre

Au premier semestre 2023, les demandes d'investissement ont augmenté de +70% sur un an à 364 Mds THB (10,5 Mds USD), portée par la hausse des projets d'investissement étranger (+141%). Au total, le nombre de nouveaux projets s'élève à 891 (+18% par rapport à 2022), dont 507 émanant d'investisseurs étrangers (+33%). 464 projets, représentant un montant cumulé de 287 Mds THB (8,2 Mds, soit 79% des investissements totaux), concernent les secteurs prioritaires de développement ciblés par les autorités, notamment l'électronique intelligente, l'agroalimentaire et le secteur automobile (véhicules électriques notamment). Les investissements les plus importants se concentrent dans l'industrie électrique et électronique, à hauteur de 160 Mds THB (4,6 Mds USD) pour 106 projets, tandis que les nouveaux investissements dans le secteur automobile, y compris la fabrication de batteries pour véhicules électriques, s'élèvent à 59,6 Mds THB (1,7 Mds USD) pour 80 projets. Sur la période, la Chine se situe au premier rang des investisseurs étrangers (1,8 Mds USD pour 132 projets), suivie de Singapour (1,7 Mds USD) et du Japon (1 Md USD).

Philippines

Le gouvernement et la BARMM signent une circulaire pour l'attribution conjointe de contrats énergétiques dans la région de Bangsamoro

Le ministère de l'Energie (DOE) philippin et le ministère de l'Environnement, des Ressources Naturelles et de l'Energie (MENRE) de la Région autonome Bangsamoro en Mindanao musulmane (BARMM) ont signé jeudi 6 juillet 2023 une circulaire par l'intermédiaire du Conseil intergouvernemental de l'énergie (IEB) pour attribuer conjointement des contrats de services pétroliers (PSC) et des contrats d'exploitation du charbon (COC) dans le Bangsamoro. La circulaire vise à faciliter la croissance du secteur de l'énergie et à attirer les investissements étrangers dans la région. Sa mise en œuvre donnera le coup d'envoi aux processus de demande de PSC et de COC dans le Bangsamoro. La circulaire décrit notamment les exigences requises et les procédures à suivre pour les entreprises qui souhaitent demander des CSP et des COC, et garantit que les activités d'exploration et d'exploitation respectent strictement les règlementations applicables. Celle-ci contribue à la mise en œuvre de la disposition de la section 10, article XIII du Republic Act No. 11054 (ou loi organique de la région autonome de Bangsamoro), qui prévoit l'octroi conjoint de droits, de privilèges et de concessions pour l'exploration, le développement et l'utilisation de l'uranium et des combustibles fossiles tels que le pétrole, le gaz naturel et le charbon dans le Bangsamoro.

La nouvelle loi sur l'émancipation agraire efface une dette agricole de 1,1 Md USD

Le 7 juillet 2023, le président Ferdinand Marcos Jr. a promulgué la nouvelle loi sur l'émancipation agraire de 2023 (Republic Act No. 11953), acquittant la dette de 57,6 Mds PHP (1,1 Md USD) de 610 054 agriculteurs auprès du gouvernement philippin, afin de stimuler la production alimentaire nationale. La loi affranchit ainsi les agriculteurs bénéficiant du programme philippin de réforme agraire (Comprehensive Agrarian Reform Program) des amortissements, intérêts, et pénalités de prêts impayés et des remboursements de principal à venir, liés à la propriété des terres qu'ils avaient reçues en 1988 (en contrepartie d'un prêt). La loi les exonère également du paiement de l'impôt sur les successions pour les 1 173 102 hectares de terres agricoles attribuées dans le cadre de la réforme agraire. La loi prévoit que le financement nécessaire à ces mesures soit pris en charge par le Fonds de réforme agraire (ARF).

Cambodge

Investissements approuvés en baisse de 42% au premier semestre

Le Conseil pour le développement du Cambodge (CDC) a approuvé 113 projets d'investissement et projets d'expansion au premier semestre de cette année, pour un montant total de 1,1 Md USD. Le nombre de projets a diminué de 11,7% par rapport à la même période de l'an dernier, tandis que les capitaux investis ont diminué d'environ 42% (1,9 Md USD au premier semestre 2022). La Chine est le plus gros investisseur, représentant les deux tiers du montant total. Les investisseurs locaux, en 2ème place, représentent près de 20%. Parmi les 113 projets, 102 sont dans le secteur industriel, 7 dans l'agriculture et l'agro-industrie, 3 dans le secteur touristique et 1 dans le domaine des infrastructures. La loi de 2021 sur l'investissement, présentée comme devant permettre de faire du Cambodge une destination d'investissement plus attrayante et plus intéressante, au-delà de l'industrie textile, va enfin être appliquée. Son décret d'application a été publié le 26 juin dernier.

Exportations agricoles officielles en déclin de 22,5%

Selon le ministère de l'Agriculture, le Cambodge a exporté près de 4 Mt de produits agricoles au premier semestre 2023, pour une valeur de 2,4 Mds USD. Cela représente une baisse de 22,5% en valeur par rapport à la même période en 2022. Le ministère attribue cette baisse à la crise économique mondiale, qui a entraîné une baisse des commandes et perturbé les flux commerciaux. Le ministère a également souligné les problèmes liés aux exportations en contrebande, sans les certifications phytosanitaires nécessaires, à destination du Vietnam et de la Thaïlande. Sans surprise, les produits agricoles ainsi exportés le sont sous forme brute, en raison d'un manque de capacités de transformation et de structuration des filières au Cambodge. Attirer davantage d'investisseurs dans l'agriculture et surtout dans l'agroalimentaire est plus que jamais une des priorités du gouvernement.

Vers un développement de chemin de fer ?

Le gouvernement a réaffirmé son intention de développer le secteur ferroviaire afin d'améliorer la connectivité à l'intérieur du pays et avec les pays de la région. Toutefois, c'est un secteur qui a besoin de lourds investissements. Or, le gouvernement dépend aujourd'hui de l'aide publique au développement et des investissements privés pour le développement des infrastructures. Pour autant, il envisage la construction d'une ligne reliant Phnom-Penh à Poïpet via Siem Reap, en plus de celle reliant aujourd'hui la capitale à la ville-frontière avec la Thaïlande via Battambang (386 km). Ces deux lignes seraient alors complétée d'une ligne reliant Phnom-Penh à Ho Chi Minh-Ville. Il faudrait aussi encore rénover la liaison entre Phnom-Penh et Sihanoukville (264 km). Même en recourant à des partenariats public-privé, cela représente plusieurs milliards de dollars d'investissement public. Le développement de ce programme de modernisation/développement des chemins de fer prendra plusieurs années, assurément, et devra compter sur l'appui de partenaires du Cambodge. Et pourquoi pas la France et l'Union européenne ?

Laos

Une nouvelle centrale éolienne d'importance

Après le projet Monsoon (600 MWc, pour 950 M USD sur financement privés et multilatéraux, dont la BAsD, l'AIIB…), une deuxième centrale éolienne verra le jour, avec le même schéma d'exportation de l'électricité produite vers le Vietnam. Les autorités laotiennes ont ainsi signé avec l'entreprise vietnamienne AMI Renewables Quang Binh Investment Corp. Un accord en ce sens. Représentant un investissement projeté de 2 Mds USD, cette centrale éolienne aura une capacité de 1 220 MWc à terme. Sa première phase devrait entrer en production en 2025. Située dans la province de Savannakhet, elle exportera donc sa production d'électricité vers la province de Quang Binh (centre du Vietnam). Pour mémoire, cette entreprise vietnamienne exploite une centrale solaire de 252 MWc depuis fin 2021 dans cette même province, ainsi que de plus petites centrales au Dak Lak et à Kanh Hoa. Ces trois premières centrales ont été réalisées avec ACEN, entreprise énergétique du groupe philippin Ayala, tout comme cette nouvelle centrale. Le Laos poursuit donc son projet de devenir la « pile de l'Asie ». En 2022, les exportations d'électricité vers les pays voisins ont représenté 2,4 Mds USD, soit 29% du total des exportations laotiennes.

Un marché régional de l'électricité tourné vers la Chine d'abord ?

China Southern Power Grid (CSG), entreprise publique chinoise de transport d'électricité, regarde vers les pays du Mékong (Vietnam et Laos), mais aussi la Birmanie, pour accroître les échanges d'électricité. L'entreprise chinoise exporte de l'énergie pendant la saison sèche et en importe pendant la saison des pluies, au cours de laquelle les barrages hydroélectriques, en particulier au Laos, produisent à pleine puissance. CSG prévoit donc de construire une ligne de 500 kV vers le Laos, la ligne actuellement installée n'étant que de 115 kV. L'enjeu de l'interconnexion des réseaux de transport électrique est essentiel, pour permettre l'intégration d'une plus grande part d'électricité renouvelable et intermittente. On pourrait toutefois penser que c'est vers l'ASEAN que devrait se tourner Vietnam et Laos, afin de créer un marché qui pourrait aller jusqu'en Malaisie (à l'image de celui en Europe, qui va du Portugal à la Pologne). Les échanges au sein de l'ASEAN ne progressant pas si vite, c'est la Chine qui prend le pas.

Birmanie

Creusement du déficit commercial au T1 de l'année fiscale 2023-2024

Selon les statistiques du ministère du commerce, les échanges commerciaux pour le premier trimestre de l'année fiscale 2023-24 (avril-juin) se sont élevés à 8,5 Mds USD (3,8 Mds USD d'exportations et 4,7 Mds USD d'importations), soit une légère augmentation (+1%) par rapport à la même période de l'année dernière. Les importations se sont accrues de 10% à 4,7 Mds USD, tirées principalement par les achats de biens intermédiaires comme les produits pétroliers et les matières premières industrielles (+25% à 2,3 Mds USD), tandis que les exportations diminuent de 8% à 3,8 Mds USD, baisse qui affecte la quasi-totalité des postes d'exportation (produits d'agricoles, d'origine animale, de la mer, forestiers, biens manufacturés, produits minéraux). Au total, le déficit commercial se creuse à -0,9 Md USD au T1 2023-24 (contre -0,1 Md USD il y a un an). A noter que le commerce frontalier a enregistré une croissance de 38% sur la même période tandis que le volume du commerce maritime a diminué de 10%. La Thaïlande est le premier partenaire en termes d'échanges transfrontaliers (1,75 Mds USD) suivie par la Chine (996 M USD).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN
Rédacteurs : Esma LAOUADI, Olivia PEZARD

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour
Clause de non-responsabilité
Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pour s'abonner : esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr